



L'eau que nous mangeons : enjeux pour les pays ACP en période de pénurie

Briefing de Bruxelles sur le développement no.22

13 avril 2011

Le 13 avril 2011, le CTA et d'autres partenaires se sont réunis pour le 22e « Briefing de Bruxelles sur le développement », dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Plus de cent participants se sont réunis à Bruxelles pour discuter du problème de la rareté de l'eau et de ses implications pour les pays ACP.

L'eau que nous mangeons : enjeux pour les pays ACP en période de pénurie. Le Briefing a porté sur la relation complexe et dynamique entre l'eau et l'agriculture dans les pays ACP, en particulier dans le cadre de changements climatique et la variabilité des systèmes agricoles. De nombreuses régions connaissent un accès limité et peu fiable à l'eau ainsi que la perte d'eau des systèmes d'irrigation et de gestion de l'eau pauvre, ce qui limite la productivité agricole et l'augmentation de la crise de l'eau dans de nombreux pays. Les options politiques qui améliorent la gouvernance et la gestion de l'eau sont urgentes à résoudre ou à prévenir les conflits d'eau et d'améliorer la productivité des usages de l'eau.

Le Briefing était une initiative du CTA, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des Ambassadeurs ACP, CONCORD et les médias.

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement visitez

www.bruxellesbriefings.net



S.E. Mr. Kembi-Gitura and David Molden



Michael Hailu, director of CTA

En présentant le 22e Briefing sur le développement à Bruxelles, S.E. M. Kembi-Gitura, Président du sous-comité ACP sur le développement durable et ambassadeur du Kenya, a exposé les objectifs du briefing : faire comprendre à la communauté du développement l'importance cruciale de l'agriculture dans les pays ACP, les principaux défis existants et émergents liés à la gestion de l'eau, promouvoir l'échange d'informations et d'expertise en matière de problèmes liés à l'eau et à l'agriculture, et contribuer au débat en réunissant différents points de vue.

Michael Hailu, Directeur du CTA, a souligné le problème majeur posé par l'eau au niveau de la sécurité alimentaire dans les pays ACP. Ce problème est aggravé par l'impact du changement climatique, la croissance démographique et la concurrence toujours plus grande d'autres ressources. Monsieur Hailu a souligné que l'agriculture est responsable de 70 % de la consommation d'eau douce dans le monde et que dans la majorité des pays ACP, des politiques et des investissements s'avèrent vitaux pour étendre l'accès à l'eau, notamment aux petits exploitants.

Reconnaissant l'importance de ce problème, le CTA a organisé en 2010 à Johannesburg une grande conférence internationale en partenariat avec le NEPAD et l'IWMI. Le public, composé de représentants de différents secteurs (décideurs, acteurs de terrain, communauté agricole), a fait passer des messages importants comme le rôle essentiel de l'investissement, le potentiel supérieur des systèmes pluviaux pour la productivité, le secteur de l'eau et la réforme de la gouvernance de l'eau comme clé pour la gestion des ressources, le besoin de gérer la concurrence croissante entre les différents groupes d'utilisateurs et, finalement, le problème de la distribution et de l'accès équitables en tant qu'élément critique dans la garantie de l'accès équitable et juste aux ressources en eau.

Eau, agriculture et sécurité alimentaire

David Molden, Directeur Général Adjoint en charge de la recherche à l'IWMI (International Water Management Institute) a présenté son équation « de l'eau pour la nourriture ». À cause de l'explosion



David Molden

Tony Allan

démographique qui aura lieu les prochaines années (de 6 à 9 milliards d'ici 2050), plus de personnes seront plus riches et consommeront davantage de calories sous la forme de viande, de lait et de poisson. Selon les estimations, cela nécessitera une production alimentaire supplémentaire de 70 à 100 % supérieure à la production actuelle. Et comme l'explique le professeur Molden, pour produire plus de nourriture, il faut davantage d'eau. Par conséquent, si nous ne changeons pas nos pratiques de gestion de l'eau, il se pourrait que d'ici 2050, nous devions doubler le volume d'eau provenant des précipitations ou de l'irrigation. Il a expliqué qu'il existe deux types de pénurie d'eau : 1. La pénurie d'eau physique, quand l'accès à l'eau est limité. Dans les régions concernées par la pénurie physique, l'eau fait déjà l'objet d'une exploitation excessive à diverses destinations, les écosystèmes sont menacés et la concurrence est rude pour accéder aux ressources aquifères limitées. 2. Il existe également la pénurie économique. Cette situation se produit quand, malgré l'important volume d'eau disponible dans la nature, les fleuves et les nappes phréatiques, l'accès à l'eau pour la production alimentaire n'a pas été exploité et le manque d'accès constitue un problème essentiel. Le professeur Molden a souligné que la majorité des pays ACP (et surtout les pays sub-sahariens) entrent dans cette deuxième catégorie. Il a également souligné l'importance de reconnaître que l'investissement

en eau et irrigation a été négligé pendant longtemps dans les pays d'ASS. Néanmoins, il a fait valoir qu'il est possible de doubler, voire tripler les rendements dans une période relativement courte, malgré le changement climatique. Pour ce faire, il faudrait à ses yeux améliorer la gestion de l'eau utilisée pour l'agriculture. Il a poursuivi sa présentation en expliquant quelques tendances clés caractérisant les pays ASS telles que la croissance urbaine rapide, le rôle de la Chine dans les investissements en eau en Afrique, l'appropriation des terres et de l'eau, la place de plus en plus importante qu'occupe le secteur privé, et la croissance des économies informelles de l'eau. Selon lui, il existe quatre façons essentielles de faire face à la demande en nourriture et en eau : (i) améliorer la productivité de l'eau, (ii) étendre l'agriculture irriguée et pluviale tout en intensifiant l'agriculture durable, (iii) promouvoir le commerce des régions très productives aux régions moins productives, (iv) gérer la demande, limiter la consommation et le gaspillage. Le professeur Molden a rappelé au public qu'environ 70 % de la population sous-alimentée dans le monde vit dans des zones rurales où les options de subsistance non agricole sont limitées. Dans ces zones, il est donc impératif d'étendre et de garantir l'accès à l'eau. Dans sa conclusion, il a insisté sur le fait que l'augmentation du stockage de l'eau, en exploitant les grands et petits réservoirs, la nappe phréatique, les zones humides et l'humidité du sol est essentiel pour garantir l'accès

à l'eau et représente une mesure clé d'adaptation au changement climatique.

Commerce virtuel d'eau

Tony Allan, professeur à la [*School of Oriental and African Studies / King's College London*](#) a mis en exergue l'importance du commerce pour tous les pays du monde. En fait, la plupart des économies mondiales sont en situation d'insécurité pour l'eau nécessaire à l'alimentation. Cette insécurité est démontrée par le fait que la majorité de ces pays sont des « importateurs » nets virtuels d'eau. Parmi les 27 économies de l'UE, seule la France est exportatrice nette de nourriture. Il a ajouté qu'il n'est pas rare qu'un pays soit importateur de nourriture, en partie car la nourriture disponible sur les marchés est abordable. Mais selon le professeur Allan, le problème réside dans le fait que la nourriture sur le marché (principalement les produits de base) est principalement subventionnée par l'Union européenne et les États-Unis, ce qui crée une distorsion pour les agriculteurs des pays en développement, et la société ne comprend pas la réelle valeur de l'eau quand les ressources sont très limitées. Il a expliqué au public qu'il existe deux sources d'eau : l'eau verte, représentant environ 70 % de l'eau utilisée par les agriculteurs pour la production de nourriture, et l'eau bleue, provenant des lacs, des fleuves, des zones humides et des nappes phréatiques et qui

L'eau que nous « mangeons » : enjeux pour les pays ACP en période de pénurie | POINTS FORTS



Shiney Varghese



Jean-Philippe Fontenelle

représente seulement 35 % de l'eau utilisée dans le cadre de la production de nourriture. Selon le professeur Allan, l'empreinte hydrique moyenne par personne dans le monde est d'environ 1 226 m³ par an. Le professeur Allan a expliqué que les pays ACP présentent une empreinte hydrique plus petite pour leur usage domestique par rapport à celle d'autres pays, comme les États-Unis. Étant donné que la productivité est si faible dans les pays ACP, nous pouvons en déduire que le volume d'eau nécessaire pour produire de la nourriture est très élevé. Le professeur Allan a ensuite montré la différence d'empreinte hydrique entre un régime végétarien et un régime non végétarien : La consommation de bœuf représente 5 m³ d'eau par jour, par rapport à 2,5 m³ par jour pour un repas végétarien. Il a conclu en mettant en avant le potentiel des pays ACP afin de lutter contre l'insécurité de leur approvisionnement en eau en aidant leurs agriculteurs à renforcer la productivité de l'eau. Selon le Professeur Allan, il est essentiel que les agriculteurs améliorent la gestion de l'eau verte, afin d'assurer une plus grande sécurité alimentaire et de l'eau aux niveaux local et international. Par ailleurs, cette sécurité sera également renforcée si les agriculteurs diversifient leurs économies, en améliorant les revenus de leur famille et de leur pays et en participant au commerce équitable international.

Sécurité de l'eau et droit à la nourriture

Shiney Varghese, analyste politique senior à l'IATP, a souligné que plusieurs pays ACP, surtout en Afrique, font face à une grave pénurie d'eau. De ce fait, les petits exploitants éprouvent beaucoup de difficultés à assurer la sécurité alimentaire et à répondre aux besoins en matière de production alimentaire. Madame Varghese a rappelé le fait que si des mesures ad hoc ne sont pas prises, la productivité agricole, notamment dans les pays ACP, devrait diminuer. Elle a souligné l'interaction entre le changement climatique, la crise de l'eau et la production alimentaire. La crise actuelle est l'occasion de promouvoir un système agricole multifonctionnel centré sur la production alimentaire mais avec plusieurs bénéficiaires périphériques, en ce compris des solutions pour l'eau et le changement climatique. Selon elle, le concept d'une agriculture multifonctionnelle est un système culturel pouvant répondre aux besoins multiples de la société : santé, loisirs, besoins spirituels et alimentaires, tout en préservant l'écosystème. Mme Varghese a mis le doigt sur le rôle essentiel des femmes dans l'accès à l'eau et à la sécurité alimentaire ; toutes les solutions doivent donner aux femmes une place centrale au sein du processus décisionnel. Afin de faire face aux multiples crises, les interventions politiques doivent aller dans le sens de la sécurité alimentaire et celle de l'eau en

renforçant les systèmes alimentaires locaux et en recréant la base des ressources naturelles. Il est impératif de développer et d'appliquer une approche intégrée pour aider à résoudre simultanément les crises climatiques, alimentaires et de l'eau. Par ailleurs, une approche agro-écologique de la sécurité alimentaire et de l'eau devrait permettre aux communautés agraires des pays ACP d'accéder au financement de l'adaptation au climat.

Justice sociale de l'eau

Jean-Philippe Fontenelle, Directeur des Opérations au GRET, a axé sa présentation sur la nécessité de garantir aux petits systèmes agricoles l'accès à l'eau nécessaire pour l'agriculture. Selon lui, les petits exploitants des pays du sud souffrent d'une injustice sociale à deux niveaux : un accès toujours plus limité à l'eau et à la terre, et à une négation fréquente de leur droits historiques d'accès à l'eau. Ils sont politiquement plus faibles face à d'autres usagers et vulnérables aux conditions climatiques et économiques. Selon lui, les petits exploitants des pays du Sud possèdent des connaissances traditionnelles à propos de la gestion durable et efficace de l'eau et d'autres ressources. Ces connaissances devraient être reconnues et promues comme alternative au modèle agricole dominant et coûteux qui se concentre sur la production et utilise de grandes quantités



d'eau. Même en termes de pertes, les petits exploitants ne peuvent pas être considérés comme des gaspilleurs d'eau car nous devons garder à l'esprit que l'eau est prélevée, distribuée, drainée, puis restituée dans le cycle hydrique. Il existe même un grand potentiel afin d'augmenter leur productivité et leur efficacité en matière de gestion de l'eau. Il a rappelé que les petits exploitants des pays en développement ont régulièrement dû s'adapter aux aléas climatiques à travers l'histoire en recourant notamment à des techniques simples de stockage et de collecte de l'eau, en améliorant le drainage et la conservation de l'eau dans le sol, mais aussi en redéfinissant les règles du partage et de l'accès aux ressources (que ce soit en zone irriguée ou pastorale). M. Fontenelle a présenté au public plusieurs propositions visant à promouvoir la justice sociale dans leur accès à l'eau : garantir les droits historiques d'utilisation et d'accès équitable à l'eau, notamment à travers leurs droits fonciers ; inscrire dans le droit national et international le droit à l'eau pour assurer la sécurité alimentaire ; appuyer la mise en place d'observatoires et d'instruments pour la gestion de l'eau par plusieurs acteurs (y compris la surveillance de l'utilisation) ; renforcer les pouvoirs de la société civile et des petits exploitants du Sud et les impliquer dans la prise de décisions relatives à la gestion de l'eau ; augmenter, favoriser et réorienter les investissements nationaux, bilatéraux et internationaux et l'aide publique internationale.

Pendant le débat, les participants ont évoqué le rôle de l'irrigation, le besoin d'augmenter la productivité

de l'eau et le potentiel de l'agriculture pluviale dans la lutte contre la pauvreté, ainsi que les meilleures technologies susceptibles de venir en aide aux exploitants sur le plan communautaire. Le fait que l'irrigation et l'agriculture pluviale, utilisées pour assurer la sécurité de l'eau et alimentaire, aient un impact minimal sur l'environnement a été vivement débattue. Le professeur Molden a suggéré une solution possible : différents types d'irrigation concentrés sur l'agriculture pluviale et ensuite sur des solutions à petite échelle. Le professeur Allan a mis en exergue l'importance d'utiliser un système d'irrigation permettant d'une part de maximiser les avantages pour la société et les exploitants, et d'autre part, d'éviter les pertes d'eau. Monsieur Fontenelle a souligné le manque de savoir-faire en matière de systèmes d'irrigation et l'absence de dialogue entre les petits exploitants et les chercheurs. Le besoin de revoir le système agricole, la gestion des capitaux et des ressources naturelles et les aspects sociaux et économiques a été souligné.

Quelles options politiques permettront de garantir l'approvisionnement en eau de tous ?

Charlotte de Fraiture, de l'International Water Management Institute (IWMI), a présenté au public les solutions possibles pour améliorer la gestion de l'eau en agriculture et pour soutenir l'irrigation des petits exploitants. Elle a rappelé qu'un milliard de personnes vivent dans des régions en pénurie

physique d'eau mais qu'un milliard et demi de personnes vivent dans des zones où l'accès à l'eau est problématique. À peine 4 à 6 % des zones cultivées sont équipées de systèmes d'irrigation et de drainage, et plus de 62% de ces systèmes se trouvent dans 3 pays seulement : l'Afrique du Sud, Madagascar et le Soudan. Elle a décrit au public les instruments utilisés par les petits exploitants pour améliorer l'accès à l'eau comme : des appareils de puisage d'eau à faible coût (comme des pompes), des technologies d'application à faible coût (goutte-à-goutte), des technologies de captage et d'entreposage de l'eau de pluie dans des réservoirs, de l'eau souterraine ou au niveau des racines (récupération de l'eau), des technologies de conservation du sol et de l'eau, et la gestion des versants. Étant donné que l'irrigation privée des petits exploitants est initiée et financée par des agriculteurs ou de petits groupes informels, il s'agit d'un secteur réellement dynamique, motivé par le marché et non régulé. Jusqu'il y a peu, la reconnaissance et le soutien du gouvernement, des donateurs et des ONG étaient très limités. Elle a cependant affirmé qu'en même temps, le secteur privé des petites exploitations est en croissance. Dans de nombreux pays africains, le secteur privé des petits exploitants s'avère plus important que l'irrigation publique au niveau du nombre d'agriculteurs impliqués et de la valeur de la production. C'est pourquoi, le secteur privé des petits exploitants a renforcé l'accès à l'eau, générant des revenus supplémentaires lorsque les agriculteurs en avaient le plus besoin. Parmi les difficultés rencontrées par les petits exploitants, nous pouvons citer la très faible reconnaissance de

L'eau que nous « mangeons » : enjeux pour les pays ACP en période de pénurie | POINTS FORTS



Charlotte de Fraiture



Elijah Phiri



Ruth Mathews

leur rôle, le fait que de nombreuses statistiques agricoles nationales n'incluent pas d'informations sur les zones irriguées à l'aide de systèmes privés, le manque de technologie disponible (notamment dans les zones rurales), et le manque de financement. Mme De Fraiture a conclu en affirmant que la meilleure stratégie consiste à considérer les agriculteurs comme des clients en informant leurs décisions et en leur donnant un large choix d'alternatives (prix, qualité et financement), les choix technologiques leur appartenant (ainsi qu'au marché).

Possibilités de politiques et d'investissements en Afrique

Elijah Phiri, Professeur de Sciences du Sol à l'Université de Zambie et NEPAD / CAADP, a illustré les initiatives prises par l'Union Africaine en termes de production CAADP sur le continent africain, en particulier sur le fonctionnement de ce programme pour la gestion durable de l'eau et de la terre. Les investissements dans la gestion de l'eau agricole peuvent contribuer de diverses manières à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement d'éradication de la pauvreté extrême et de la faim et de durabilité environnementale. Il a ajouté que le renforcement des rendements et l'extension des zones cultivées, ainsi que le passage à des cultures à valeur plus importante

pourraient renforcer les revenus des ménages ruraux, générer plus d'emplois et diminuer les prix alimentaires à la consommation. Parmi les facteurs contraignant la productivité agricole en Afrique, il a cité la pénurie et la dégradation des ressources en eau et en terre, ainsi que la mauvaise gouvernance et la faiblesse des institutions. Il a par ailleurs mis en avant certaines données principales sur le CAADP. Il s'agit d'une initiative détenue et dirigée par l'Afrique qui présente notamment les principes suivants : utiliser la croissance agricole pour atteindre l'OMD de diminution de 50 % de la pauvreté extrême et de la faim d'ici 2015 ; poursuivre une croissance annuelle moyenne de 6 % dans le secteur au niveau national ; et consacrer 10 % des budgets nationaux à l'agriculture. Le professeur Phiri a expliqué qu'il existait 4 domaines essentiels pour le développement de l'agriculture africaine : (i) étendre la gestion durable de la terre et les systèmes de contrôle de l'eau ; (ii) améliorer l'accès au marché grâce à une meilleure infrastructure rurale ; (iii) accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; (iv) améliorer la recherche agricole. Il a également souligné qu'il s'agit ici d'une procédure assez complète effectuée dans un cadre commun, constitué d'un ensemble de principes et d'objectifs qui ont été définis et mis en place par des chefs d'État et de gouvernement africains afin de guider les stratégies et les programmes d'investissement

nationaux, de permettre un apprentissage mutuel, mais aussi de revoir et de faciliter l'alignement et l'harmonisation des efforts de développement. M. Phiri a mis en avant le pilier 1 du CAADP qui vise à étendre la gestion durable de la terre et des systèmes de contrôle de l'eau. Ce premier pilier, a-t-il expliqué, est lié à un cadre ayant pour but d'aider les États membres africains à étendre et consolider leurs actions de gestion durable de la terre et de l'eau, ainsi que leurs mesures en matière de changement climatique.

Évaluation de l'empreinte hydrique

Ruth Mathews, Directrice du Water Footprint Network, a avant tout présenté au public le travail du WFN. Celui-ci a été fondé voilà une vingtaine d'années dans le but d'identifier la pression sur les ressources en eau douce, le WFN rassemble l'expertise de tous les différents groupes de parties prenantes, afin de développer des outils et connaissances utiles pour mettre en place la gestion durable de l'eau. Elle a aussi ajouté que la norme de l'empreinte hydrique mondiale vient d'être publiée, après deux années passées à mettre en place une méthodologie unique pour le calcul de l'empreinte hydrique à n'importe quel niveau. L'empreinte hydrique est un indicateur explicite (au niveau géographique et temporel) de

L'eau que nous « mangeons » : enjeux pour les pays ACP en période de pénurie | POINTS FORTS



Mr André Liebaert

l'usage de l'eau. Cet indicateur tient compte de l'usage direct et indirect de l'eau par un consommateur ou un producteur, mais également en termes de volumes d'eau consommés ou pollués, par unité de temps.

Une empreinte hydrique peut être calculée pour une procédure, un produit, un consommateur, un groupe de consommateurs, a-t-elle ajouté.

L'empreinte hydrique comprend trois aspects hydriques : l'empreinte de l'eau verte (c'est-à-dire le volume de l'eau de pluie évaporée), l'empreinte de l'eau bleue (le volume de l'eau de surface ou souterraine évaporée) et l'empreinte de l'eau grise (le volume de l'eau polluée). Mme Mathews a expliqué la différence entre les statistiques traditionnelles sur l'eau qui examinent le puisage de l'eau et l'empreinte hydrique qui examine la consommation d'eau, y compris le retour de l'eau. Pour donner une idée de l'eau utilisée pour différents produits, Mme Mathews a donné l'exemple d'un t-shirt en coton. En moyenne, pour produire 1 kg de coton, nous avons besoin de 11 000 litres d'eau. Mais si nous prenons le même coton pour en faire un t-shirt, nous aurons besoin de 2 700 litres d'eau. Elle a également rappelé que même les pays les moins développés présentent une empreinte hydrique élevée. Madame Mathews a expliqué

la nécessité de penser à un niveau mondial et de manière plus durable afin d'utiliser nos ressources en eau plus efficacement, même dans des régions où il n'y a pas de pénurie.

Lors du débat, des questions ont été posées sur la réforme de la politique européenne actuelle en termes de pénurie d'eau, d'empreinte hydrique et d'implications du processus CAADP dans les pays africains.

En tenant compte des différents aspects de l'empreinte hydrique à différents niveaux, il est possible de collecter de nombreuses informations capables d'influencer les politiques et les investissements. M. Molden a remarqué que de nombreux efforts ont été faits en gestion agricole au niveau de l'eau potable et de l'énergie hydraulique, alors que les efforts pour améliorer la gestion agricole de l'eau ont été insuffisants. Il a été souligné que même si le problème lié à l'eau s'avère vaste et complexe, les solutions sont très locales de telle sorte que la propriété doit provenir des pays ACP, des communautés et des organisations agricoles.

Les conclusions tirées par M. André Liebaert, Conseiller pour la politique de l'eau auprès de la DG DEVCO de la Commission européenne, ont pointé la grande

complexité du secteur de l'eau et son caractère multidimensionnel. Malheureusement, a-t-il ajouté, jusqu'à présent, les réactions ont été fragmentées au niveau national et international. Selon lui, parmi les principales priorités au niveau de la politique de l'eau figurent la promotion de la coordination entre les secteurs, la généralisation ainsi que l'ajout de valeur via l'intégration de la gestion des ressources en eau dans les différents usages de l'eau, y compris l'eau pour la sécurité alimentaire. M. Liebaert a rappelé que tous les OMD ont un lien avec l'eau, et que le débat actuel au niveau de l'UE concerne le développement d'un nouveau cadre politique concentré sur la croissance inclusive comme moteur de développement. Il a conclu en mettant en avant le travail effectué par la présidence hongroise de l'Union européenne qui promeut le rôle essentiel de l'eau, notamment par rapport au secteur de la productivité, à la production de nourriture, à l'énergie, mais aussi au changement climatique, à la dimension humaine, à la paix et à la sécurité.

En savoir plus sur le Web

- Le site principal <http://brusselsbriefings.net/>
- La page consacrée au briefing <http://tinyurl.com/ye7hps9>
- Les vidéos <http://tinyurl.com/638p2py>
- Le document informatif http://brusselsbriefings.files.wordpress.com/2011/04/br22_reader_the-water-we-eat.pdf